Revivez #LaREF25 - "Vaincre la guerre"

Publié le 19 septembre 2025

Avec Sylvie Bermann, le Général Bruno Courtois, Olivier Guez, Sébastien Lecornu, Pierre-Eric Pommellet et animé par Ruth Elkrief.

Verbatim

Sébastien Lecornu : "*Je pense qu'il y a un risque de décalage face à l'instabilité politique, qui interroge sur notre capacité à tenir nos engagements.*"

"*Ce que je vais essayer de faire, c'est de sanctuariser la question de la défense nationale dans notre débat politique, pour faire en sorte que l'ensemble des formations politiques arrivent à s'y retrouver. Je ne suis pas si pessimiste en cette rentrée, pour une simple et bonne raison, c'est que de la France insoumise au Rassemblement national, en passant par l'ensemble des formations politiques, toutes sont tout de même traversées par cette idée d'indépendance et de souveraineté.*"

Sylvie Bermann : "*Les états ne sont prêts à la paix, à la diplomatie, que quand ils estiment qu'ils ne peuvent plus rien perdre ou plus rien gagner sur le terrain.*"

"*Aujourd'hui, on a le facteur Trump, qui lui n'est pas belliciste, il veut la paix, il veut le prix Nobel s'il arrive à mettre fin à cette guerre. Il fait le constat que c'est beaucoup plus difficile qu'il ne l'avait imaginé, parce que son raisonnement était un raisonnement rationnel et économique. Et ça ne marche pas, parce que Vladimir Poutine est dans une autre logique* "

Olivier Guez : "*Les Américains se tournent vers l'Asie, c'est-à-dire qu'ils ont des priorités qui, aujourd'hui, ne correspondent plus nécessairement à celles de tout l'Occident. Pour eux, ce qui compte avant tout ce sont les intérêts américains, l'intérêt de l'Amérique aujourd'hui prévaut sur tous les dossiers.*"

"*Les Américains exigent, assez à juste titre, que les Européens se défendent et s'arment eux-mêmes.*"

Pierre-Eric Pommellet : "*La guerre en Ukraine a montré cette nécessité absolue d'être agile, réactif, efficace.*"

"*L'importance est de permettre évidemment à nos forces armées de gagner la guerre, surtout de gagner la guerre qu'on n'aura pas à faire.*"

Général Bruno Courtois : "*La guerre, c'est le cauchemar de l'humanité, donc tout le monde au fond de lui-même dit il faut absolument vaincre la guerre.*"

"*La guerre change de visage. Aujourd'hui elle est plus insidieuse, elle passe par nos réseaux sociaux, elle passe par ce que nous avons tous dans nos poches, nos téléphones portables.*"

"*Cette guerre réelle qui nous est menée tous les jours est la guerre informationnelle.*"

"*En Afrique, au Sénégal, en République démocratique du Congo, les usurpations d'identité de Radio France Internationale, c'est un déluge et c'est tous les jours.*"

"*Ce qu'on peut faire, c'est créer une forme de dissuasion numérique.*"

Sébastien Lecornu : "*La première des menaces, on n'en parle plus beaucoup, ça reste quand même la menace terroriste, qu'on finit par oublier, et il n'y a pas plus hybride que la menace terroriste.*"

"*On a de nouveau des risques de sécurité, tels qu'on les a connus pendant la guerre froide, mais les outils de régulation de la guerre froide, eux, sont en panne.*"

"*On a des menaces, nous puissance nucléaire, d'autant plus hybrides qu'elles vont chercher à contourner notre dissuasion nucléaire et nos capacités conventionnelles, qui sont bonnes.*"

"*Le premier risque, il est informationnel et démocratique. Est-ce qu'on est capable de garantir une campagne pour les élections municipales l'année prochaine et une campagne pour les élections présidentielles de 2027 sans ingérence étrangère ?*"

"*De plus en plus, la Russie s'en prendra à nos infrastructures, d'eau, de transport et d'énergie, parce que, derrière cela, Il y a évidemment cette compétition économique.*"

"*Est-ce qu'on est encore capable en 2025, 2026, de se dire qu'on a un héritage absolument fabuleux, tiré du début la Cinquième République. Est-ce qu'on e massacre ou est-ce qu'au contraire on le préserve et on le lègue aux générations futures ? C'est aussi simple que ça.*"

Sylvie Bermann : "*Il faut évoquer l'Europe comme une forme de mutualisation de la force.*"

"*On s'est fait des illusions en rejoignant la structure intégrée de l'Otan, en se disant bon maintenant on rentre dans la cour des grands.*"

"*Il ne faut pas se faire d'illusions sur les Etats-Unis, c'est America first, à nous de défendre nos intérêts et à nous, France, de convaincre nos autres partenaires européens.*"

Olivier Guez : "*L'Europe a malheureusement cette envie d'être une grosse Suisse ! En fait, c'est l'Europe des barbecues, avec cette envie au fond de jouir des dividendes, comme si le monde n'avait pas changé.*"

Pierre-Eric Pommellet : "*L'industrie de la défense a beaucoup souffert d'un manque d'attractivité.*"

"*La défense fait partie du développement durable, parce qu'il ne peut pas y avoir de développement durable, si on n'est pas capable de se défendre.*"

Général Bruno Courtois : "*Quand vous êtes soldat, vous êtes forcément optimiste dans la jeunesse, j'ai une très grande confiance dans la jeunesse, qui est capable vraiment de s'engager.*"

"*Ce n'est pas de gagner qui compte, c'est de combattre.*"

"*On a un vrai enjeu pour tenir dans la durée face à cette guerre hybride, c'est de toujours avoir accès à une information libre et choisie.*"

Sébastien Lecornu : "*Le ministère des armées est un des plus grands employeurs de France et nous n'avons pas de problème de recrutement.*"

"*Aujourd'hui, la quête de sens dans une partie de notre jeunesse mène assez facilement à l'engagement sous les drapeaux.*"

"*Parfois ce sont les élites, quelles qu'elles soient, qui sont plus difficiles à convaincre que la population.*"

Pour aller plus loin

Depuis les origines de l'humanité, la guerre accompagne les relations entre les peuples et les nations. Pour certains, elle s'est toujours imposée comme un mode de résolution des conflits. Pour d'autres au contraire, il serait possible de construire des relations fondées sur la coopération, le droit et la paix durable. Qui a tort, qui a raison ? Face aux conflits contemporains, peut-on véritablement espérer « *vaincre la guerre* » ? Faut-il privilégier la voie diplomatique et la négociation ou la dissuasion militaire est-elle incontournable ? Comment gérer les divergences profondes entre pacifistes convaincus et partisans du réalisme politique ? Les décisions prises aujourd'hui détermineront-elles réellement la possibilité d'une paix mondiale durable ?

Dans ce débat, la refonte en cours de l'architecture de sécurité euro-atlantique, marquée par l'adhésion de la Finlande puis de la Suède à l'OTAN, redonne une actualité brûlante à la question de la défense européenne. Cela lui impose de renforcer sa propre base industrielle et technologique de défense (BITD) afin de peser davantage dans la répartition des charges transatlantiques.

La guerre : une fatalité ?

Pour Homère, « *la guerre était un mal nécessaire* ». Domaine fondamental de l'investigation philosophique, elle permet d'interroger la nature de l'homme, la dynamique de l'histoire et les relations entre les êtres humains. Comme chaque État est souverain, ce que Hobbes appelait « *l'anarchie du système international* » crée de ce fait une insécurité permanente et favorise les conflits. Les États poursuivant des intérêts divergents – économiques, territoriaux, idéologiques – la compétition est inévitable et peut dégénérer en guerre. Les tensions entre les États-Unis et la Chine, entre l'Ukraine et la Russie, entre Israël et l'Iran l'illustrent parfaitement. Très souvent, la force prime sur le droit. Pour Voltaire, « *la guerre, c'est la routine. L'humanité, pour l'instant, n'a jamais connu la paix ; seulement des entre-deux-guerres* ». Une opinion partagée par Raymond Aron pour qui « *l'histoire enseigne que la paix entre les nations est l'exception, la guerre la règle* ».

Pourtant, après les horreurs des deux conflits mondiaux, des institutions comme la Société des Nations (1919), puis l'ONU (1945) ont été créées pour tenter de réguler les conflits. Le droit international, les tribunaux comme la Cour pénale internationale, les conventions sur les droits de l'homme cherchent eux aussi à empêcher la guerre ou à en limiter les excès. Des zones de paix durables ont été construites. Par exemple, l'Europe jadis ravagée par la guerre a connu depuis 1945 une ère de paix inégalée. Mais l'agression de l'Ukraine en 2022 a rappelé que cette paix reposait sur un équilibre stratégique ; d'où la décision de l'UE de doter, pour la première fois, un pays tiers d'armes létales via la Facilité européenne pour la paix et de créer un état-major de l'UE chargé de former les soldats ukrainiens. En outre, la mondialisation économique a accru l'interdépendance entre les nations et déclencher une guerre coûte désormais plus cher que de coopérer. Il y a aujourd'hui moins de guerre, mais toujours des guerres, et si l'Europe, jusqu'au déclenchement du conflit russo-ukrainien, a plutôt été épargnée, ce n'est pas le cas d'autres régions du monde, Afrique et Moyen-Orient en tête. Alors, la guerre est-elle inévitable ? Pour John Fitzgerald Kennedy, « *l'humanité devra mettre un terme à la guerre, ou la guerre mettra un terme à l'humanité* ». L'avenir lui donnera-t-il raison ou la paix reste-elle un rêve inaccessible ?

Privilégier la voie diplomatique

Pour tenter de vaincre la guerre, faut-il privilégier la voie diplomatique et la négociation pour résoudre durablement les tensions inhérentes aux relations internationales ? Si la négociation apparaît comme une alternative pacifique à la violence, on peut se demander si elle est toujours efficace ? La diplomatie permet d'instaurer le dialogue et joue

un rôle de médiation, comme l'a montré l'action de l'ONU dans de nombreux conflits. Elle permet des solutions durables fondées sur le compromis et évite les coûts humains et économiques des conflits. Comme le disait Winston Churchill, « *mieux vaut jaw-jaw que war-war* ». Cependant, la diplomatie a ses limites et ne peut aboutir que si l'ensemble des parties concernées y voient un intérêt. Ce qui est loin d'être toujours le cas. Les enjeux de pouvoir peuvent bloquer le processus et elle peut apparaître comme de la faiblesse… on se souvient des accords de Munich ! Pour fonctionner, la diplomatie doit obligatoirement être soutenue par un rapport de force crédible et souvent s'accompagner de fermeté. C'est tout le sens du « *pilier européen dans l'OTAN* » : sans autonomie stratégique, la diplomatie européenne risque l'impuissance.

Quid de la dissuasion militaire ?

Pour prévenir les conflits, les États disposent d'une autre carte : la dissuasion militaire, qui occupe une place centrale dans les stratégies de défense. Généralement associée à l'arme nucléaire, elle repose sur un principe simple : « *si tu attaques, tu seras puni* ». Mais peut-on considérer la dissuasion comme nécessaire à la paix ou représente-t-elle une menace permanente et une impasse morale ? La dissuasion repose sur la crainte de représailles ; c'est ainsi que depuis 1945, aucune guerre directe n'a opposé deux puissances nucléaires, car la certitude de destructions mutuelles dissuade tout affrontement. Raymond Aron parlait « *d'équilibre de la terreur* ». En France, par exemple, le général de Gaulle insistait sur la nécessité de disposer d'une capacité de riposte nationale pour ne pas être dépendant des décisions d'autrui. Aujourd'hui, Paris présente cette force comme « *l'ultime garantie* » non seulement de sa souveraineté mais, de plus en plus ouvertement, de la sécurité du continent, tandis que Londres remet à niveau son propre arsenal.

Toutefois, la dissuasion a des limites et soulève des questions éthiques, en ce qu'elle repose sur une menace d'anéantissement, de « vitrification » pour parler comme les militaires. Cela contredit les idéaux défendus par le droit international et l'efficacité de la dissuasion suppose aussi que l'adversaire soit rationnel et sensible à la menace. Elle conduit en outre de plus en plus d'États à chercher à se doter de l'arme nucléaire ; la Corée du Nord et l'Iran en sont les exemples les plus probants, avec toutes les dérives que cela peut entraîner. De ce fait, pour Bruno Tertrais, conseiller géopolitique à l'Institut Montaigne, « *la dissuasion nucléaire est un mal nécessaire, mais provisoire* ». Si les règles générales de la dissuasion nucléaire, telles qu'elles ont été forgées au temps de la guerre froide, fonctionnent encore et expliquent en grande partie l'absence de conflits majeurs entre grandes puissances depuis 1945, à long terme fonder la paix sur la menace ne saurait suffire. Il est donc essentiel de compléter la dissuasion par des politiques de coopération, de prévention et de désarmement, afin que la sécurité repose non sur la peur, mais sur la confiance. L'idéal kantien d'une paix fondée sur le droit et la démocratie doit rester une alternative à long terme. Qui plus est, les armes nucléaires coûtent très cher. La remarque du Président du Pakistan, Zulfikar Ali Bhutto, qui lança un programme de recherche nucléaire en 1974, en dit long : « *notre peuple aura sa bombe, même s'il lui faut manger de l'herbe pour la financer* ». À l'heure où la majorité des États cherche à réduire la dépense publique, c'est aussi un argument à prendre en compte.

Or la montée en puissance de la menace oblige l'Europe à investir massivement. Une véritable politique industrielle de défense européenne est en train de se dessiner : reconstituer des stocks de munitions, sécuriser les chaînes d'approvisionnement en composants critiques (poudre, micro-électronique, titane), mutualiser la R&D sur les drones et l'IA de combat. La souveraineté numérique trouve ici un débouché concret : sans maîtrise des technologies duales – cloud de confiance, cybersécurité, traitement massif des données – aucune armée européenne ne pourra rester crédible.

La paix universelle : idéal irréaliste ou objectif atteignable ?

Alors, peut-on encore considérer la paix universelle comme un objectif atteignable ou n'est-ce qu'un mythe ? Alors que les guerres accompagnent depuis toujours l'histoire humaine, depuis les Lumières et même avant, penseurs et philosophes s'interrogent sur la possibilité d'une paix universelle. Du Projet pour rendre la paix perpétuelle en

Europe de l'abbé de Saint-Pierre en 1713, au Vers la paix perpétuelle (Zum Ewigen Frieden) de Kant en 1795, la réflexion a pris de multiples formes et entretient des rapports étroits avec le fédéralisme. Des idées reprises par Montesquieu et Rousseau et qui continuent de faire leur chemin aujourd'hui auprès de ceux pour qui « *la fédération est le seul moyen par lequel l'humanité peut surmonter l'état de guerre entre les sociétés humaines* ». Les plus optimistes, ou les plus utopistes, vont jusqu'à rêver de la formation d'un gouvernement universel, régnant sur toutes les nations avec puissance et justice. Au vu de l'état actuel du monde, cela semble toutefois un objectif inatteignable ! Pour autant, cet idéal de paix universelle conserve une force mobilisatrice essentielle : il inspire les efforts diplomatiques et les institutions internationales, même si l'ONU a montré ses limites. Pour le politologue Bertrand Badie, un autre argument plaide en faveur de la paix : « *la guerre ne produit plus de victoire, elle coûte de plus en plus cher et devient de moins en moins utile. Les rares victoires militaires depuis 1945 n'ont jamais abouti à des victoires politiques* ».

Idéaux pacifistes vs réalités géopolitiques

Dans un monde marqué par les tensions internationales, deux visions s'affrontent donc dans la manière de penser la paix et la guerre. D'un côté, les pacifistes prônent la non-violence, le dialogue et le désarmement. De l'autre, le réalisme géopolitique postule que les relations internationales sont dominées par la lutte pour la puissance et que la force reste nécessaire. Comment arbitrer entre ces deux visions ?

Des figures historiques comme Gandhi, Martin Luther King ou Nelson Mandela ont démontré que la non-violence peut être un outil puissant de changement et que le pacifisme peut fédérer les sociétés civiles et pousser les États à adopter des positions plus morales. Mais les réalités géopolitiques rappellent avec force les limites de l'idéal pacifiste. Face à Vladimir Poutine, par exemple, peut-on rester pacifiste ? Depuis que la guerre est de retour sur le sol européen, parler de paix semble en effet de plus en plus inaudible. « *Les pacifistes sont à l'ouest, les missiles sont à l'est* », disait déjà François Mitterrand. Aujourd'hui, le monde entier augmente ses budgets militaires sans contestation. Les chiffres publiés par l'Institut SIPRI de Stockholm montrent, sans surprise, que 2022 a battu tous les records de dépenses militaires dans le monde et ces derniers mois, Allemagne, Pologne, Japon, Chine, etc. ont annoncé augmenter très sensiblement leurs dépenses militaires. L'objectif OTAN de 2 % du PIB est désormais considéré comme un plancher ; Washington pousse même les Alliés à viser 2,5 %. Pour l'industrie européenne, c'est une opportunité historique : relancer des chaînes de production, attirer des compétences rares et consolider un marché intérieur souvent fragmenté. Plus que jamais, l'adage romain « si vis pacem, para bellum » prend toute sa signification et la guerre apparaît même à beaucoup comme un mal nécessaire.

Alors vivra-t-on demain un monde de paix ?